

# 3337 Nous ouvrons le dossier de la grève Renault

Lefaucheux et le cartel des syndicats contre la classe ouvrière

Nos camarades du Groupe Renault font ici un historique des grèves des ateliers de l'usine Renault. La trahison des syndicats est flagrante alors qu'une extension du mouvement était possible dans toute l'usine et que la combattivité des ouvriers était évidente.

PRÈS la grève des fonderies, après la grève du département 58, les ouvriers du 74 ont débrayé pour protester contre les cadences de plus en plus rapides que la direction leur impose et surtout contre le niveau de vie de plus en plus bas des ouvriers depuis la réduction des horaires. Cette grève a surtout été la manifestation de la lutte des ouvriers contre l'ensemble de leur exploitation qui devient de plus en plus accentuée aussi bien chez Renault qu'ailleurs.

## 1.- Quelle a été la réaction de la Direction ?

Lefaucheux dans une lettre promet aux ouvriers non pas de réduire cette exploitation, mais, au contraire, de l'augmenter. « Vous voulez une augmentation de salaire et bien voici une augmentation d'heures de travail. »

L'Etat-patron confond, lui aussi, heures de travail et salaire et pour montrer qu'il a bien le même rôle qu'un patron privé, il continue la tradition des Renault, lock-out, emprisonnement de militants syndicaux, menaces de licenciement, on ne pouvait s'attendre à moins.

## 2.- Quelle a été la réaction des Syndicats ?

Hier, tous divisés sur les questions politiques, les Syndicats se sont tous unis sur les problèmes des revendications des ouvriers et de la grève. Mais dans l'union comme dans la désunion de ces organismes les ouvriers n'y ont rien gagné. Hier, les dirigeants syndicaux s'insultent pour prouver leur appartenance à des forces politiques extérieures aux ouvriers. Aujourd'hui les mêmes dirigeants se congratulent et s'unissent pour faire échec aux revendications.

Les revendications du 74 ont dépassé le cadre de revendications particulières d'un atelier : 25 fr. de l'heure, trois semaines de congés payés sont des problèmes revendicatifs d'ordre national et pourtant les syndicats se sont acharnés à faire croire aux ouvriers que ces revendications pourraient être obtenues en laissant seulement les ouvriers du 74 se défendre tout seuls. En réalité, la mystification

Cinquante-sixième année. — N° 360  
JEUDI 14 MAI  
LE NUMERO : 20 francs

# LE LIBERTAIRE

ORGANE DE LA FÉDÉRATION ANARCHISTE

Fondé en 1895 par Louise MICHEL et Sébastien FAURE

Pour un 3<sup>e</sup> Front Révolutionnaire International

INTERNATIONALE  
ANARCHISTE

## La bourgeoisie a fait son choix Pinay est préféré pour le moment à de Gaulle

Les élections municipales ont consumé l'abandon de de Gaulle par la bourgeoisie qui a donné sa confiance à Pinay et aux partis traditionnels de la droite. Il ne faisait aucun doute, après ce choix, que la fidélité au chef du Rassemblement, de ce qui restait du groupe parlementaire, était douceuse. Et de Gaulle, devant dans l'initiative de la rupture son groupe représentant le R.P.F. à l'Assemblée Nationale, prenait le 6 mai la décision de ne plus considérer comme appartenant au Rassemblement.

Les raisons de la création d'un parti fasciste n'étaient, pour une part, que la nostalgie d'une fraction de la bourgeoisie pour le régime de Vichy traînant derrière elle toute la pourriture de la collaboration et, d'autre part, le besoin de la lutte anticomuniste de toute la bourgeoisie en général. Le prestige gaulliste valut au rassemblement une victoire aux élections de 1951 où il remporta quatre millions de suffrages et 120 sièges à l'Assemblée Nationale.

Le gaullisme devait finir ainsi. Le Rassemblement qui tentait, en 1947, le général de Gaulle, sur les conseils et avec le soutien d'une fraction de la bourgeoisie — et particulièrement avec celui des éléments bourgeois collaborateurs de Vichy — ne correspondait pas à un besoin politique et économique du capitalisme français.

Il a été très curieux de remarquer, comme la presse bourgeoisie dans son ensemble : du « Monde » au « Figaro », en passant par « Franc-Tireur » et « Combat », a eu la larme à l'œil et reconnu la grandeur (!) du général et de son rassemblement. Avec toute son hypocrisie, la bourgeoisie les a remerciés et leur a délivré un certificat de bonne conduite avec, en sous-entendu, la promesse de les rappeler à son service quand le besoin se présentera.

Le gaullisme devait finir ainsi. Le Rassemblement qui tentait, en 1947, le général de Gaulle, sur les conseils et avec le soutien d'une fraction de la bourgeoisie — et particulièrement avec celui des éléments bourgeois collaborateurs de Vichy — ne correspondait pas à un besoin politique et économique du capitalisme français.

Le fascisme ne naît pas d'une simple volonté dictatoriale d'un homme, ou d'un groupe social, à n'importe quel moment historique, mais n'est concevable qu'à un moment précis de la dégénérescence du système capitaliste, quand de nombreuses conditions objectives sont réunies ; au moment où la crise permanente du système capitaliste est la plus mortelle, au moment où la dislocation de la structure sociale se fait. L'exemple de l'Italie et de l'Allemagne situe parfaitement dans quelles conditions le lancement du fascisme est possible. Les deux bourgeois lancent le fascisme quand non seulement ses intérêts vitaux furent en cause, mais quand les classes moyennes et la petite bourgeoisie connaissent une paupérisation rapide.

En France, la situation fut et est toute différente. La « Libération » livrait une situation favorable à l'action révolutionnaire. La réaction se réfugia derrière les radicaux et le M.R.P. Le parti socialiste et le parti staliniens enlevaient la majorité à l'Assemblée Nationale mais œuvraient pour le rétablissement du capitalisme et de son Etat.

Lorsqu'en 1947 le capitalisme, par les bons soins du P.S. et du P.C.F., se retrouva en selle, les staliniens se réservèrent de la coalition gouvernementale pour reprendre le travail d'agitation.

En effet, l'impassé financier dans laquelle se trouve la politique gouvernementale ne fait que refléter dans le domaine monétaire les difficultés enregistrées par ailleurs, sur le plan international en Indochine, en Tunisie ou à propos de la question allemande et sur le plan intérieur au lendemain des élections municipales, dont elle n'est pas sortie renforcée malgré certaines apparitions, avec la reprise des mouvements de grève et d'agitation sociale.

Pour avoir une idée de l'état lamentable dans lequel se trouve la trésorerie d'une entreprise bourgeoisie qu'on appelle la France, il suffit de rappeler que, pour l'ensemble du premier trimestre, le déficit budgétaire s'est élevé à 239 milliards, alors qu'il n'avait atteint que 114 milliards au cours du premier trimestre de 1952. L'aggravation de la situation s'explique essentiellement par l'augmentation des dépenses de surtout militaires — qui passent de 810 milliards en 1952 à 970 milliards en 1953. Déjà en février dernier, lors du vote du budget, il apparaissait que le déficit prévoit des recettes sur les dépenses s'élevait à environ 567 milliards et devrait être couvert, en fait, par de l'inflation. Celle-ci augmente les dépenses publiques, augmente la misère de la classe ouvrière, démarre et dérase la population, mais augmente aussi les fortunes des capitalistes. Pour leurs intérêts, l'inflation présente des avantages immédiats et toutes les crises d'inflation de l'histoire du système capitaliste ont fait la fortune de spéculateurs, d'industriels, de commerçants. Elle devient même pour eux une nécessité : si la hausse des prix ne vient plus leur apporter sans cesse des plus-values sur les stocks et pousser les consommateurs à acheter à tout prix, les profits s'effondrent. Comment, alors, M. Mayer pourrait-il mettre fin à l'inflation sans faire aux bénéficiaires de cette inflation, sans nuire aux profiteurs dont il fait partie ?

En matière économique, une inflation n'est presque jamais réversible. Les mêmes causes produisent bientôt les mêmes effets, et l'on verra se dérouler le même enchaînement de déséquilibres successifs. M. Mayer doit le savoir et c'est pourquoi il demande des pouvoirs spéciaux, c'est pourquoi il demande le renforcement des pouvoirs de l'Exécutif. Où vont s'arrêter ces « pouvoirs spéciaux » ? C'est en matière économique que le Gouvernement les demande aujourd'hui, mais c'est pour les éclaircir sur le plan politique de que la situation lui paraîtra « sûre ». Mais, peu à peu, finit par s'arrêter dans l'esprit des masses ouvrières cette idée que la crise financière dans laquelle les gouvernements, l'Etat s'enfoncent chaque jour de plus en plus ne pourra être traitée par les moyens de la thérapie capitaliste classique que M. Mayer propose au Parlement et qui consiste à

réduire les dépenses et augmenter les recettes. Et, malgré la division de la classe ouvrière, malgré la politique de trahison des partis de « gauche » et la bureaucratisation des syndicats, les travailleurs montrent la volonté de barrer la route à la réaction et d'aller au-delà des simples revendications.

L'« assainissement financier » se fera, monsieur Mayer, dans une économie libératoire !

Paul ROLLAND.

Voir en page 2

## Lecœur dévoile 25 exemples de collaboration cégétiste avec le patron

(Suite page 2, col. 1)

## Le problème syndical en Afrique du Nord

Nous extrayons, de « L'Ecole Républicaine », bulletin de la section d'Algier du Syndicat national des instituteurs et institutrices de l'Union Française, n° 7 d'avril 1953, cette partie d'un texte de notre camarade Doukhan, instituteur à Alger, paru sous le titre « Le Problème colonial ».

Nos camarades et nos amis lecteurs se rendront compte ainsi que nos militants sont présents partout où se mène la lutte révolutionnaire.

HIER la volonté de libération nationale des travailleurs musulmans, contester que l'avènement de cette libération s'inscrive un jour dans le déroulement du cours de l'histoire, c'est n'avoir rien compris à la réalité coloniale, ou apercevoir cette dernière au travers de la mensongère propagande officielle, c'est ne pas considérer avec réalisme les nécessités de la lutte révolutionnaire.

Etant bien entendu que notre position à nous, syndicalistes reste dans l'indépendance à l'égard des partis des gouvernements, étant bien entendu qu'en tant qu'internationalistes nous sommes contre toutes nations, nous reconnaissions que les aspirations à la libération nationale de la part des travailleurs musulmans possèdent un contenu révolutionnaire car cette dernière s'apparente pour eux à la lutte contre la double injustice économique et raciale dont ils sont victimes, à la lutte révolutionnaire pour l'égalité économique, entre les travailleurs d'origine ethnique différente, à la lutte pour l'égalité

syndicaliste révolutionnaire valable est le combat anticolonialiste, et que le « lumpen-prolétariat » dans sa presque totalité a adopté l'idéologie nationaliste, nous devons étudier sur des points précis, les modalités d'action avec les partis nationalistes, représentants authentiques du prolétariat musulman, dans la phase de la lutte anticolonialiste.

(Suite page 2, col. 5.)

Et les grèves générales de Tunisie au moment de l'assassinat de Ferhat Hached (en Algérie la « grande C.G.T. » s'est alignée sur les motions platoniques de protestations adoptées dans la métropole) grèves déclenchées par l'Union Générale des Travailleurs Tunisiens, organisation dirigée par des nationalistes et groupant les 4/5 des travailleurs tunisiens, ne sont-elles par un exemple magnifique de maturité révolutionnaire, alors que le prolétariat métropolitain affaibli par la politisation syndicale et la lutte des états-majors bureaucratiques au service de leurs impérialismes respectifs, a désapris l'utilisation de l'action directe de la grève générale qui, seule peut faire reculer le fascisme monarchique.

Sans apporter notre caution à la lutte pour la libération nationale et considérant que le seul combat

## L'Etat et le Capitalisme contre la baisse des prix

Nous apprenons que le Département de l'Agriculture (U.S.A.) vient de se rendre acquéreur de 45.000 tonnes de lait en poudre, afin de soutenir les prix agricoles dans ce pays.

là-bas, ici ou ailleurs, dans tout régime capitaliste, on ne produit pas spécifiquement pour la consommation. On produit pour réaliser des dividendes. On s'inquiète peu si des milliers de gosses des prolétariats américains crèvent de faim. On produit, sachant très bien que les excédents, dont ne peut se procurer l'ouvrier, seront achetés par l'Etat afin de maintenir la vie chère.

Le gaullisme ne pouvant pas affirmer dans sa propagande son but réel fasciste, puisqu'il ne correspond pas à une nécessité, se contenta toujours des slogans de la droite mitigés de la démagogie capital-travail — le fait de l'équivoque s'ajouta au prestige du général pour ces élections.

Si le fascisme du Rassemblement ne correspondait à rien en 1947, la situation du capitalisme français qui recommençait en 1950 à donner les signes de crise, pouvait donner un espoir à de Gaulle. Mais la bourgeoisie n'a jamais pensé recourir au moyen offert par le général. L'atmosphère psychologique d'excitation, de fureur de la petite bourgeoisie et des classes moyennes ne s'est jamais présentée, ne se présente pas même en ce moment où la crise s'est accentuée gravement. C'est que l'évolution très lente de la crise permet une relative adaptation à la situation.

La décomposition du capitalisme français s'est faite progressivement et

l'ère du fascisme s'est trouvée dépassée, comme nous l'avions déjà indiqué lors d'une autre occasion. La bourgeoisie française, qui n'a plus aucun ressort, ne sait plus se réfugier que dans un conservatisme peureux dont la réaction ne dépassera pas sa coalition autour des partis de la droite traditionnelle et d'une « République forte », à la Poincaré, ou à la Daladier. Même si de Gaulle se trouvait rappelé à la rescouffle, son « Etat fort » serait loin du nazisme. Il serait plus militaire, bonapartiste, que plébiscitaire comme le fut l'hitlerisme. Du reste, le journal « Le Monde », porteparole de la bourgeoisie, le dit clairement : « Le Rassemblement était, dans sa conception et son nom même, une illusion. L'échec du général de Gaulle est aussi le nôtre ; celui du Rassemblement est surtout le sien ». C'est net, la bourgeoisie aurait accepté, acceptera de Gaulle comme chef de l'Etat bourgeois pour résoudre au besoin par la force militaire les intérêts qui s'opposent au sein de la nation, mais non pour instaurer le fascisme.

La situation économique, politique, actuelle présente toutes les conditions pour l'action révolutionnaire et à nouveau le P.C. trahit les intérêts du prolétariat. Alors qu'il sait s'agiter pour faire élire ses militants dans les maires où ils ne pourront rien, il ne veut pas savoir lancer les travailleurs au combat dans les usines. Son attitude dans la dernière grève de chez Renault, que nos militants relâtent dans les autres colonies de notre journal, nous démontre à nouveau sa trahison. Mais notre programme communiste libertaire, qui reflète les aspirations de la classe ouvrière, s'imposera par l'action des militants, toujours plus nombreux, de notre Fédération Anarchiste.

René LUSTRE.

## L'assainissement financier de Mayer sur le dos des travailleurs

Le Conseil des Ministres vient d'adopter les projets financiers tendant à réduire les dépenses et augmenter les recettes. Et, malgré la division de la classe ouvrière, malgré la politique de trahison des partis de « gauche » et la bureaucratisation des syndicats, les travailleurs montrent la volonté de barrer la route à la réaction et d'aller au-delà des simples revendications.

L'« assainissement financier » se fera, monsieur Mayer, dans une économie libératoire !

Paul ROLLAND.

</

## EN MARGE DES CONFLITS SOCIAUX

# 25 exemples de collaboration des délégués cégétistes avec le patron

Dans notre article sur le conflit Renault (page 1), nous signalions l'attitude équivoque des délégués de la C.G.T. qui, plutôt que d'apporter leur concours à l'action ouvrière, semblaient vouloir la freiner.

Cette attitude des délégués, membres du parti communiste français, n'est pas nouvelle. Déjà Auguste Lecoeur, lors de la Conférence nationale du P.C.F. tenue à Gennevilliers (5 et 6 mars 1953) donnait une énumération troublante des fautes graves commises par les cellules d'entreprises.

Cette énumération eloquente que nous prenons dans les « Cahiers du Communisme » (numéro spécial de mars) pour la reproduire ci-dessous, illustre suffisamment le manque de conscience révolutionnaire du P.C.F. dans les entreprises. Nous ne donnons ici que 25 cas de collaboration de classes. Auguste Lecoeur fait remarquer qu'il y a des milliers de cas semblables !

Nous n'ajoutons rien aux faits signalés, sinon que les délégués mis en cause ne sont pas responsables. C'est la direction des ronds-de-cuir du P.C.F. qui est mise en question ici et elle seule. C'est ce qu'Auguste Lecoeur aurait dû faire ressortir dans une saine autocritique, c'est ce qu'il n'a pas fait !

1) Chez Godin, à Guise (Aisne), la société a réalisé d'importants bénéfices ces dernières années. Pourtant, aucune augmentation de salaires n'a été accordée aux ouvriers depuis septembre 1951. En juillet 1952 : premiers licenciements et chômage partiel pour une grande partie des ouvriers qui travaillent quinze jours par mois.

L'Union syndicale des métiers fait un tract contre ces licenciements en dénonçant la direction et la politique gouvernementale. Les délégués refusent de distribuer ce tract (prétexte : il y a de la politique).

Fin février 1953 : nouveaux licenciements. Les délégués, sauf un, acceptent, signent et expliquent la position patronale en parlant des difficultés de l'entreprise.

2) A l'usine du Saint-du-Tarn, à Saint-Juéry (Tarn), cent ouvriers sont menacés de licenciement. Un camarade, membre du Bureau fédéral et du Comité d'entreprise, déclare à la réunion qu'en principe, nous sommes contre les licenciements, mais il admet les licenciements en expliquant qu'il faut tenir compte de la situation des ouvriers pour les licencier.

3) Aux établissements Consoy, à Lépanges (Vosges), la direction décide

cette entreprise sont fréquemment obligées de manquer leur travail parce qu'elles sont intoxiquées.

8) A l'Idéal-Standard, à Aulnay (Seine-et-Oise), les délégués du Comité d'entreprise, sans un, invitent le patron à l'Arbre de Noël et se font photographier avec lui. Le patron, seul, fait un discours.

9) A l'usine Lafarge, à Conte, un banquet annuel est donné par le patron, les délégués syndicaux y assistent.

10) Aux piles Leclanché, à Chasseuil-du-Poitou, la secrétaire du syndicat, membre du Comité d'entreprise, déclare que le directeur est un « bon patron » et que les primeurs arrachées par les ouvriers sont le résultat de sa bonté. Avant de poser les revendications, il s'informe « si le prix de revient le permet ». Et il accepte les licenciements.

11) A la communauté Boimondeau, à Valence (Drôme), les camarades acceptent le refus patronal d'embaucher des ouvriers, parce que militants communistes. Un membre du Parti, chef du service social, fait renvoyer un ouvrier parce que dit-il, « Il ne satisfait pas à l'esprit de la maison ».

12) A l'usine Montupet, à Ussel (Corrèze), une quarantaine d'ouvriers sont licenciés sans lutte ; les licenciements ont été acceptés par le Comité d'entreprise comprenant des membres du Parti.

13) Aux Forges d'Hennebont (Morbihan), le Comité d'entreprise a approuvé au vote secret les propositions de licenciements du patron, sur la base du choix entre les situations de famille.

6) A l'usine Maître, à Annemasse (Haute-Savoie), les délégués donnent leur accord pour le renvoi des femmes mariées.

7) Chez Hutchinson (Loiret), les délégués acceptent les propositions de la direction pour « lutter contre l'absentéisme ». Or, les femmes de

ce mettent 64 ouvrières au chômage. Le Comité d'entreprise, après une protestation pour la forme, accepte la démission patronale, qui est appliquée.

4) Chez Monneret, à Saint-Claude (Jura), a l'issue d'une grève de six jours, un communiqué commun signé par le directeur et les délégués ouvriers est envoyé à la presse. Dans ce communiqué, les délégués reconnaissent :

— La bonne foi de la direction qui a, soit-disant, toujours payé régulièrement les heures supplémentaires;

— Le manque d'habileté de six ouvrières, ce qui justifie leur diminution de salaire.

5) Aux Forges d'Hennebont (Morbihan), le Comité d'entreprise a approuvé au vote secret les propositions de licenciements du patron, sur la base du choix entre les situations de famille.

6) A l'usine Maître, à Annemasse (Haute-Savoie), les délégués donnent leur accord pour le renvoi des femmes mariées.

7) Chez Hutchinson (Loiret), les délégués acceptent les propositions de la direction pour « lutter contre l'absentéisme ». Or, les femmes de

ce mettent 64 ouvrières au chômage. Le Comité d'entreprise, après une protestation pour la forme, accepte la démission patronale, qui est appliquée.

14) Dans le même département, chez Saint-Frères, un camarade du Parti, secrétaire du Comité d'entreprise, désigne lui-même les ouvriers à licencier.

21) A Chéode, filiale de Péchiney dans la Haute-Savoie, licenciements également acceptés sur la base de la discrimination familiale.

22) A l'usine textile Schappe, dans l'Ain, les délégués C.G.T. (sauf un) votent les licenciements. C'est un délégué C.G.T. qui annonce les renvois aux licenciés.

23) Chez Delle, à Belfort, le patron édite une revue : Reflets. Dans le deuxième numéro, il rend compte de la démonstration des médailles. Le secrétaire du Syndicat prononce un discours. Il remercie la Direction, non seulement pour les médailles, mais pour ce qu'elle fait en faveur des ouvriers. Le patron répond, se félicitant de l'accord complet avec la direction du syndicat, tutoie le secrétaire du syndicat, le remercie pour son concours particulièrement précieux.

24) A l'entreprise La Colle, de l'Isle-sur-la-Sorgue, dans le Vaucluse, un délégué du Comité d'entreprise rédige la liste des licenciements avec le patron.

25) Aux balances Testut, en Seine-et-Oise, tous les ans, les délégués offrent un cadeau au patron. Cette année, le patron leur a suggéré, par l'intermédiaire de son fils, de lui offrir son propre buste, ce qui a été fait.

## Lefaucheux et le Cartel des syndicats au banc des accusés

(Suite de la première page)

avec les autres centrales. Les tracteurs d'hier sont devenus les nouveaux amis. La C.G.T. en a profité pour faire ses preuves vis-à-vis des autres Centrales, en abandonnant tout défense (même démagogique) des ouvriers et en collaborant à la trahison la plus grossière des ouvriers, avec le concours de la F.O. et de la C.F.T.C. qui ont continué leur politique traditionnelle de colmatage des mouvements revendicatifs chez Renault.

3.- Comment les syndicats ont saboté la grève ?

Les tractes si nombreux d'habitude se sont raréfies. Les syndicats n'ont fait que mentionner la grève et ont refusé de donner le moins d'ordre. Les délégués sont devenus muets comme des carpes lorsque les ouvriers demandaient les consignes. La nouvelle politique contre le Réarmement allemand, contre Ridgway et pour la libération de Duclos.

d) L'argument qu'une grève générale se prépare à l'avance.

MENSONGE. Jamais les syndicats ne prépareront une grève revendicative généralisée, car cela supposerait toute une lutte sociale contre l'ensemble du système capitaliste.

En 1936, ce sont les ouvriers et non les syndicats qui firent la grève générale, spontanément.

Le syndicat unifié et les partis politiques P.C. et P.S. ne s'unirent que pour étouffer la grève et limiter ses avantages (contrairement à ce que peuvent affirmer les trotskystes).

e) L'argument que les syndicats devaient suivre la volonté des ouvriers.

MENSONGE. Les syndicats n'ont pas suivi la volonté des ouvriers, ils l'ont combattu. De plus, le syndicat doit-il être l'organisme qui coordonne et dirige les ouvriers vers la lutte ?

Alors le syndicat devait expliquer aux ouvriers que si la grève n'était pas généralisée sur l'ensemble du pays, ils n'obtiendraient RIEN.

Au contraire, ils se sont tus et ont fait croire aux ouvriers qu'ils pouvaient à trois cents faire changer la politique des salaires de tout le pays.

En réalité, les syndicats se montrent pas mal de la volonté des ouvriers. Des ouvriers d'un certain atelier, après la décision de la direction de lock-out, ont voté une résolution, demandant que soit proposée à l'ensemble des ouvriers l'occupation de l'usine, seul moyen de résister aux licenciements éventuels. Les délégués boudèrent cette proposition qui ne fut pas (comme promis), soumise à la réunion générale le soir même. Bien mieux, Linet demanda aux ouvriers de venir le lendemain sur le lieu du travail, tandis que tout le monde savait déjà que toutes les mesures de sécurité avaient été prises par la direction. Tout le monde savait qu'il serait impossible de rentrer dans l'usine lock-outée, si on ne l'occupait pas. Mais Linet fit croire aux ouvriers qu'ils pouvaient revenir sur le lieu du travail. Linet mentait consciemment. De plus, il fut proposé que le jeudi matin, les syndicats donneraient des consignes aux ouvriers.

b) L'argument que les ouvriers, dans le cas où ils généraliseraient leur grève, seraient lock-outés par la direction.

MENSONGE. Les ouvriers n'ont pas fait grève générale, ce qui n'a pas empêché du tout la direction de les lock-outer.

c) L'argument que si les ouvriers généralisaient la grève le gouver-

nement userait de violence contre eux.

MENSONGE. Les ouvriers ont été calmes et le gouvernement a lâché ses chiens. Des militants syndicaux ont été arrêtés, des ouvriers appellés en justice. Et pourquoi le gouvernement aurait-il hésité, lorsqu'il savait que les ouvriers étaient traînés et garrottés par leurs propres organismes syndicaux.

MENSONGE. MM. les pontifes syndicaux ont-ils hésité devant la terreur policière et du licenciement de leurs militants quand ils déclenchaient des grèves générales et des manifestations politiques contre le Réarmement allemand, contre Ridgway et pour la libération de Duclos.

e) L'argument qu'une grève générale se prépare à l'avance.

MENSONGE. Jamais les syndicats ne prépareront une grève revendicative généralisée, car cela supposerait toute une lutte sociale contre l'ensemble du système capitaliste.

En 1936, ce sont les ouvriers et non les syndicats qui firent la grève générale, spontanément.

Le syndicat unifié et les partis politiques P.C. et P.S. ne s'unirent que pour étouffer la grève et limiter ses avantages (contrairement à ce que peuvent affirmer les trotskystes).

f) L'argument que les syndicats devaient suivre la volonté des ouvriers.

MENSONGE. Les syndicats n'ont pas suivi la volonté des ouvriers, ils l'ont combattu. De plus, le syndicat doit-il être l'organisme qui coordonne et dirige les ouvriers vers la lutte ?

Alors, pourquoi s'obstiner ?

Durant cette dernière quinzaine, les événements se sont précipités dans tout le sud-est asiatique. Les soldats du Viet-Minh sont arrivés très près de Louang-Prabang. Puis ils ont amorcé « un mouvement de retraite ».

Même le traditionnel patriotard tricolore et médaillé du 11 novembre et du 14 juillet doit théoriquement être contre !

Alors, pourquoi s'obstiner ?

Les événements se sont précipités dans tout le sud-est asiatique. Les soldats du Viet-Minh sont arrivés très près de Louang-Prabang. Puis ils ont amorcé « un mouvement de retraite ».

On peut s'interroger sur les causes de ce départ, mais il est tout de même certain que la lutte pour la libération commencée depuis longtemps au Laos est devenue plus violente et continuera même si les troupes viet-minh évacuent complètement les régions laotienne.

Pour le soutien du "LIB" SOUSCRIVEZ

François M. .... 1.200 Morin ..... 500

Viet Minh .. 1.500 Riton ..... 100

Laveau ..... 250 Blagars ..... 400

P. R. .... 300 G.-L. ..... 200

Uniscien .. 180 Pélissier ..... 200

Uniscorat .. 5.000 Gisson ..... 200

Dencourt .. 200 Kiounane ..... 200

Lantoulouj .. 200 Delpech ..... 200

En passant .. 800 Dereure ..... 280

Riton ..... 100 Parent ..... 100

100 Vajaille ..... 600

100 Sennis ..... 200

Aulnay ..... 200 Boulogne ..... 500

Berthe ..... 300 Fornerod ..... 500

Darot ..... 200 Gaby ..... 1.000

Chem. C.N.T. .... 120 Rémy ..... 200

Amazit ..... 100 Labbé ..... 250

Lambert ..... 500 Verdoux ..... 200

Pierre ..... 500 Lavorel ..... 1.000

ABONNEZ-VOUS AU "LIBERTAIRE"

15) Dans l'Orne, à Laigle, 200 licenciements sont prévus. Les délégués au Comité d'entreprise (dont deux membres du Parti) discutent les licenciements avec le patron, choisissant entre pères de famille et célibataires, entre vieux et jeunes, etc...

16) Chez Ducellier, à Issy-les-Moulineaux (Puy-de-Dôme), 200 ouvriers et ouvrières sont licenciés sans lutte ; les licenciements ont été acceptés par le Comité d'entreprise comprenant des membres du Parti.

17) Aux ateliers mécaniques du Centre-Clermont, 50 ouvriers et ouvrières sont licenciés. Licenciements acceptés par le Comité d'entreprise.

18) A l'usine Montupet, à Ussel (Corrèze), une quarantaine d'ouvriers sont licenciés sans lutte. Le secrétaire du Comité d'entreprise, membre du bureau syndical, accepte de dresser la liste des licenciés qu'il choisit parmi les demi-paysans et les étrangers.

19) Le secrétaire du Syndicat « Source Perrier » dans le Gard refuse de distribuer les tractes de l.U.D. et les porte au directeur.

20) A la Compagnie Française des Métaux, à Castelsarrasin, dans le Tarn-et-Garonne, la direction envisage le licenciement de 100 ouvriers, parmi lesquels 63 de plus de 65 ans, non camarades admettant le principe que soient licenciés par priorité les vieux.

21) Aux ateliers mécaniques du Centre-Clermont, 50 ouvriers et ouvrières sont licenciés sans lutte. Le secrétaire du Syndicat accepte de dresser la liste des licenciés.

22) A l'usine textile Schappe, dans l'Ain, les délégués C.G.T. (sauf un) votent les licenciements. C'est un délégué C.G.T. qui annonce les renvois aux licenciés.

23) Chez Delle, à Belfort, le patron édite une revue : Reflets. Dans le deuxième numéro, il rend compte de la démonstration des médailles. Le secrétaire du Syndicat prononce un discours. Il remercie la Direction, non seulement pour les médailles, mais pour ce qu'elle fait en faveur des ouvriers. Le patron répond, se félicitant de l'accord complet avec la direction du syndicat, tutoie le secrétaire du syndicat, le remercie pour son concours particulièrement précieux.

24) A l'entreprise La Colle, de l'Isle-sur-la-Sorgue, dans le Vaucluse, un délégué du Comité d'entreprise rédige la liste des



## Michel BAKOUNINE PARTIS DE LA REVENDICATION

(Œuvres, tome VI, 1903 — pages 70 et suivantes)

**S**EULS les individus, et seulement un très petit nombre d'individus, se laissent déterminer par l'*« idée »* abstraite et pure. Les millions, les masses, non pas seulement dans le prolétariat, mais aussi dans les classes éclairées et privilégiées ne se laissent jamais entraîner que par la puissance et par la logique des « faits », ne comprenant et n'envisageant la plupart du temps que leurs intérêts immédiats ou leurs passions du moment, toujours plus ou moins aveugles. Donc, pour intéresser et pour entraîner tout le prolétariat dans l'œuvre de l'Internationale, il fallait et il faut s'approcher de lui non avec des idées générales et abstraites, mais avec la compréhension réelle et vivante de ses maux réels ; et ses maux de chaque jour, bien que présentant pour le penseur un caractère général et bien qu'étant en réalité des effets particuliers de causes générales et permanentes, sont infiniment divers, prennent une multitude d'aspects différents, produits par une multitude de causes passagères et partielles. Telle est la réalité quotidienne de ces maux. Mais la masse du prolétariat, qui est forcée de vivre au jour le jour, et qui trouve à peine un moment de loisir pour penser au lendemain, saisit les maux dont elle souffre, et dont elle est éternellement la victime, précisément et exclusivement dans cette réalité, et jamais ou presque jamais dans leur généralité.

Donc, pour toucher le cœur et pour conquérir la confiance, l'assemblément, l'adhésion, le concours du prolétariat non instruit — et l'immense majorité du prolétariat est malheureusement encore de ce nombré — il faut commencer par lui parler, non des maux généraux du prolétariat international tout entier, ni des causes générales qui leur donnent naissance, mais de ses maux particuliers, quotidiens, tout privés. Il faut lui parler de son propre métier et des conditions de son travail précisément dans la localité qu'il habite, de la duré et de la trop grande longueur de son travail quotidien, de l'insuffisance de son salaire, de la méchanceté de son patron, de la cherté des vivres et de l'impossibilité qu'il y a pour lui de nourrir et d'élever convenablement sa famille...

... Il ne faut lui proposer d'abord que des moyens tels que son bon sens naturel et son expérience quotidienne ne puissent en méconnaître l'utilité, ni les repousser. Ces premiers moyens sont, nous l'avons déjà dit, l'établissement d'une solidarité complète de défense et de résistance, avec tous ses camarades d'atelier, contre leur patron ou leur maître commun ; et ensuite, l'extension de cette solidarité à tous les ouvriers contre tous les patrons du même métier, dans la même localité, c'est-à-dire son entrée formelle comme membre solidaire et actif dans la section de son corps de métier, section affiliée à l'Association Internationale des Travailleurs.

Une fois entré dans la section, l'ouvrier néophyte y apprend beaucoup de choses. On lui explique que la même solidarité qui existe entre tous les membres de la même section est également établie entre toutes les différentes sections ou entre tous les corps de métier de la même localité ; que l'organisation de cette solidarité plus large, et embrassant indifféremment les ouvriers de tous les métiers, est devenue nécessaire parce que les patrons de tous les métiers s'entendent entre eux pour réduire à des conditions de plus en plus misérables tous les hommes forcés de gagner leur vie par leur travail. On lui explique ensuite que cette double solidarité des ouvriers du même métier d'abord, puis des ouvriers de tous les métiers ou bien de tous les corps de métiers organisés en sections différentes, ne se limite pas seulement à la localité, mais, s'étendant bien loin, au-delà de toutes frontières, englobe tout le monde des travailleurs, le prolétariat de tous les pays, puissamment organisé pour la défense, pour la guerre contre l'exploitation des bourgeois.

## LA RADIO Les reflets de la vie éclipsés par les cabotins

Dans le premier métro du matin il y a des femmes pauvres qui vont dans les beaux quartiers chercher quelques croutes de pain pour ne pas crever de faim. En ce siècle qui prône la solidarité on n'avoue pas que la première rame de métro emporte une cargaison d'esclaves femmes de ménage, on a trouvé l'alibi du travail combien commode. Et elles parlent les femmes de ménage. Leurs propos font penser à des marionnettes que Dickens aurait oublié d'enfermer dans ses bagages quand il ferma les rideaux du guignol pour la dernière fois.

Avenue Sœur-Rosalie, dans les locaux du bureau de chômage, un chômeur pensa soudain : Mais qu'est-ce que je fais dans cette galerie ? Mais il ne put se résoudre à sortir de sa galerie ? Les vies les plus humbles sont les plus empoisonnées de devoirs. Il y a toujours un devoir qui empêche de donner un grand coup de pied dans le décor, de le faire flamber pour toujours en une gerbe d'étoiles.

Ce soir, rue Nationale, un gosse refermera son livre d'images sur une page trouée d'un crève-cœur. La fée Cababosse se réjouira de la sale farce qu'elle aura jouée à l'enfant du taillis.

Rue Mouffetard, Philémon et Baucis se sont réjouis d'avoir pu franchir ensemble, une fois encore, la banquise de l'hiver.

Les paulownias de la place laissent au dessus du square une couronne de brouillard violet en suspension. La vespasiennes municipale est ouverte aux citoyens qui vont umer de temps en temps. Le printemps devrait nous réjouir tous, mais tout se paie, des ticket d'autobus aux ressemelages de chaussures.

Près de l'Hospice du Kremlin-Bicêtre, on fait miroiter une maison Courant aux pauvres types qui n'ont guère à espérer que la tenue bleue des vieillards de l'Hospice, en fait de fraternité humaine, la fosse commune.

Les enfants jouent dans les squares. Les enfants jouaient aussi en Indochine, en Corée. Pourquoi les nouveaux squares ressemblent-ils tant aux cimetières ? Que se passera-t-il avant que la première étoile du soir brille dans le passé de l'enfant du square. La jeunesse n'a pour bagages qu'une lucidité qu'on ne sait où fourrer.

Toutes ces pensées doivent être le fait d'une imagination déréglée car la Radio, qui sait tout n'en est jamais imprégnée. Mais au fait, peut-on retrouver un reflet authentique de la vie à la Radio ?

Nous ne le pensons pas :

A cours d'une récente émission du Magazine de la Radio, M. Loiselet s'évertua à établir une distinction entre les gens de la Presse et de la Radio. En fait, le ton agressif de M. Loiselet envers ses confrères de la Presse écrit ne s'appliquait qu'à une querelle de Précédent laisser stagner les libres propos dans la censure radiophonique au lieu de remonter aux sources de l'expression directe ?

## AUX ÉDITIONS DU LIBERTAIRE

## MANIFESTE DU COMMUNISME LIBERTAIRE PROBLÈMES ESSENTIELS par Georges FONTENIS

**I**l y a longtemps qu'une telle brochure était attendue. Les militants souhaitaient avoir un jour en main une « somme », renfermant en quelques pages l'essentiel de nos conceptions, un résumé à la fois clair et complet de la doctrine du communisme authentique, une plaquette d'un format commode pouvant être mise entre les mains de milliers de sympathisants et permettant au propagandiste de retrouver rapidement les positions-clés à opposer à l'adversaire.

C'est donc à la demande de nombreux militants et de la plupart des groupes que le *Libertaire* avait demandé au camarade Fontenis de reprendre sous une forme ramassée mais suffisamment précise l'examen des questions qui sont le plus souvent posées par ceux qui s'intéressent à notre lutte. Et ce fut cette série de « Problèmes Essentiels » que le *Libertaire* publia ces mois derniers. Aujourd'hui, les Editions du *Libertaire* éditent cet ensemble d'articles en brochure. Certains passages ont été revus, corrigés, amplifiés, compte tenu des remarques et critiques qu'avait suscitées la parution des Problèmes Essentiels dans notre journal.

Il ne s'agit point d'une nouvelle théorie, d'une création artificielle : Fontenis a repris, résumé ou développé les parties les plus importantes, les plus positives de l'anarchisme, doctrine sociale.

A travers cette brochure, on retrouve donc, systematisé, l'essentiel de la pensée de Bakounine, celle des « Statuts de l'Alliance », en particulier, des positions reprises de la Plate-forme de Makhno aussi bien que du Pacte d'Alliance et du Programme de l'Union Anarchiste Italienne de 1920 dans lequel on retrouve tout

### Au service de la propagande

Lisez, faites lire à tous vos camarades de travail

### MANIFESTE

du

### COMMUNISME LIBERTAIRE

Problèmes essentiels

La brochure, 60 fr. : franc, 75 fr. C.C.P. René LUSTRE, Paris 8032-34

Malatesta et les positions permanentes du mouvement communiste anarchiste français.

Au moment où toutes les « solutions » capitalistes et étatiques avouent leur banqueroute, au moment où des militants révolutionnaires de plus en plus nombreux se détachent du « communisme » autoritaire ou du « socialisme » réformiste, cette brochure doit être une arme précieuse dans les mains des militants, un texte auquel à chaque instant militants et sympathisants pourront se reporter et qui pourra les orienter dans des lectures plus touffues ou plus arides.

En lui donnant ce titre de « Manifeste », la Commission d'Édition a voulu lui donner un caractère combatif, un caractère d'affirmation en face de tous les pseudo-communismes.

Cette brochure, diffusée largement dans tous les groupes et dans tous les milieux où nous pouvons avoir quelque influence sera un des instruments du développement de notre Fédération Anarchiste et de la vulgarisation de ses principes.

La Commission d'Éditions,

Deux heures plus tard, je suis conduit manu militari en salle de police et, au bout de huit jours « d'instruction judiciaire » et d'un procès-éclair, condamné à trois mois de prison. De vraie prison bâtie en « dur » par les Anglais et exploitée à 100 % par les Israélites. L'histoire stupide devenait odieuse.

Le matin, à six heures, le réveil sonnait, nettoyage de la cellule, douche, déjeuner. Ensuite, de 7 h. 30 à 12 heures, exercice. En plein soleil. Avec un fusil de bois dont la crosse était allongée par un morceau de plomb. De plus, dans nos cartouchières, des lingots de fer. Chaque heure, cinq minutes de repos. Rien à boire. Nous faisions la pente, courir, marcher en rond, ramper. La « sous-off » s'ingénierait à nous infliger le maximum de souffrances : nous traîner sur le dos, par exemple, en poussant avec les jambes, la face en plein soleil qui chauffait à plus de 50°. Tout cela pendant quatre heures et demie. De 14 à 16 heures, on nous faisait de la théorie sur le « manuel du parfait soldat », ensuite la pelote recommençait jusqu'à 18 heures. Le jour du Sabbat était consacré au repos.

Je ne sais comment j'ai pu résister à de tels sévices. Plusieurs fois, je me suis plaint au docteur. Mais celui-ci était garde-chiourme d'abord, médecin ensuite. Il m'insultait. Si j'avais laissé ma peau dans la prison de Sarafand, le tableau aurait été complet. Les parents assassinés par les hitlériens, le fils par les Israélites.

Mon autorisation de rapatriement est arrivée alors que je n'avais pas terminé ma peine. Il me restait quinze jours à faire. Je n'étais plus que l'ombre de moi-même.

Sur le pont du bateau, dans la cohue du départ, j'ai retrouvé Gilbert. J'ai dû lui rappeler qui j'étais. Il ne m'avait pas reconu.

A quatre heures du matin, nous avons levé l'ancre. J'ai pleuré de joie. Nous étions le 1<sup>er</sup> juillet 1949. J'étais resté treize mois et quinze jours en Israël.

Voir *Le Libertaire*, n° 353, 354, 355, 356 et 358.

FIN.

## SERVICE DE LIBRAIRIE

Commandes à R. Lustre, 145, quai de Valmy,  
C.C.P. 8032-34

Pour vos commandes de librairie, consultez toujours le numéro du journal de la semaine en cours.  
Les prix indiqués sont compris francs.

### THEORIE ET DOCUMENTS

Histoire du Mouvement anarchiste.	J. Maitron	1570	Pelloutier	345
La Révolution inconnue	Voline	520	Berth	245
Histoire de la Commune	Lissagaray	645	Makhno	270
Révolution sociale ou Dictature militaire	Bakounine	245	Proudhon	230
Dieu et l'Etat	—	155	Louis	625
Bakounine et le Panslavisme révolutionnaire	Hepner	645	A. Oliveti	345
La Philosophie de l'Histoire	Rapport	245	I. Mett	145
Guerre des Etats et guerre des classes	Berth	295	Owen	345
L'Interprétation économique de l'Histoire	Selligman	245	Dommanget	245
La tragédie du Marxisme	Collinet	420	Mollmeret	195

Histoire des Bourses du Travail	Du Capital aux réflexions sur la violence	345
Le Capital aux réflexions sur la violence	Berth	245
La Révolution russe en Ukraine	Makhno	270
Principes fédératifs	Proudhon	230
Philosophie du Progrès	—	625
150 ans de Pensée socialiste	Louis	330
La Commune de Marseille	A. Oliveti	345
La Commune de Cronstadt	I. Mett	145
Le Socialisme romantique	Owen	345
Hommes et choses de la Commune	Dommanget	245
La Révolution en Dauphiné	Mollmeret	195
Le Syndicalisme français	Rennes	245
Sylvain Maréchal	Dommanget	645
Le Marxisme après Marx	Berracha	345
Histoire du Mouvement ouvrier (2 t.)	Dolleans	970
L'Inde devant l'orage	T. Mende	495
Le Mysticisme social	Saint-Simon	165
L'indispensable Révolution	G. Level	130
L'Affaire Toulaev	V. Serge	525
Destin d'une Révolution	—	390
S'il est minuit dans le siècle	—	390
Mémoires d'un Révolutionnaire	J.-J. Brius	645
La Chine	Trotsky (1 <sup>er</sup> t.)	820
Histoire de la Révolution russe (2 tomes)	Trotsky (2 <sup>o</sup> t.)	4220
Staline	Trotsky	820

La Révolution trahie	Trotsky	435
Qui succédera au Capitalisme	Tomori	50
Le Communisme	Leval	60
Partir de l'homme	Mac Donald	180
Le Manifeste communiste	Marx	345
Misère de la Philosophie	Marx-Engels	345
Correspondances	Deluces	875
Le III <sup>e</sup> Reich	Dommanget	445
Jacques Roux, le curé rouge	Devillers	970
Histoire du Viet-Nam	P. Mus	945
Viet-Nam. Sociologie d'une guerre	D. Guérin	645
Où va le peuple américain ?	—	735
—	J. Danos	580
Juin 36	—	105
Reforme et Révolution	Luxembourg	—
Grève générale	Prudhommeaux	165
Spartacus et la Commune de Berlin 1918-1919	B. Fouchère	50
La Vie héroïque de R. Luxembourg	—	50
La Révolution russe	—	50
Marxisme contre Dictature	—	50
Vie et mort des Corporations	Jean-Jacques	140
L'U.R.S.S., concentrationnaire		

# INCOHÉRENCE GOUVERNEMENTALE EN MATIÈRE DE SALAIRES

**L**a politique des salaires du gouvernement est pour le moins incohérente. Dans les secteurs nationalisés elle atteint son comble. Prenons pour exemple la S.N.C.F., la Régie Renault et l'Electricité de France.

Il y a quelques semaines de cela, le ministre des Travaux Publics offrait à une délégation F.O.-C.G.G. (Fédération des Cadres) un crédit de 5 milliards à répartir entre les cheminots sous forme de part de productivité. Cette augmentation aurait lieu à partir du 1<sup>er</sup> juillet et serait rendue possible grâce aux recettes provenant de la récente augmentation des tarifs.

En même temps, pour la Régie Renault, le gouvernement donnait des instructions à la Direction qui refusaient toute augmentation des salaires afin de ne pas augmenter le prix de la 4 CV.

Deux poids deux mesures. Dans le but sans doute de diviser les travailleurs !

Mais ce n'est pas tout. L'Electricité de France qui s'était engagée à accorder, en deux fois, une augmentation à son personnel d'après un protocole du 24 mars 1951, ne peut remplir ses engagements parce que le ministre de l'Industrie et de l'Energie a suspendu par décret l'application du protocole en question, le 18 février dernier. La deuxième augmentation prévue, ou plutôt la deuxième partie d'augmentation, devait être applicable le 1<sup>er</sup> mars !

En résumé, un petit quelque chose pour les cheminots, rien pour Renault et une demi-part pour l'E.D.F. !

Quant aux travailleurs de l'industrie privée triple ceinture !

L'Etat-patin sur le voit est plutôt chien avec les travailleurs mais, quand il s'agit de permettre aux trafiq'us de piafes de se sucer, alors le gouvernement ne lésine pas. Les détournements de centaines de milliards sont, sinon permis, pour le moins, tolérés. Point de C.R.S. pour surveiller les voyages des hauts fonctionnaires, des grands militaires et des grands commerçants et des grands escrocs sur la ligne Saigon-Paris-Hong-Kong.

LIB.

## La lutte de classes

### LA GRÈVE DE LA MARINE MARCHANDE BLOQUE TOUS LES PORTS

**I**ls marins de la flotte marchande sont en grève. Les officiers ont déclenché le mouvement pour la semaine de quarante heures et les cent jours de congé payé. Les armateurs refusent d'accéder aux désiderata des marins, arguant comme toujours que les affaires vont mal et que la grève déclenchée à l'ouverture de la saison touristique va porter un coup mortel au prestige du pavillon français.

De partout, c'est toujours la même romance tricolore. Le patronat a toujours la tripe patroïque et arbore le sentiment national devant les conditions d'amélioration de vie réclamées par les travailleurs.

Les marins aussi, ont suivi le mouvement et réclament une diminution des heures de travail et une augmentation de salaires. Des pourparlers sont en cours entre les syndicats, C.G.T. et C.F.T.C. et les armateurs. Ces derniers sont intransigeants, aidés comme toujours par la Centrale jaune F.O. qui « regrette que la grève ait été déclenchée alors que toutes les possibilités de négociations n'avaient pas été épousées. »

Les travailleurs des autres industries jugeront comme il se doit ces traitrises. La Centrale pro-américaine a même déclaré « qu'elle se désolidarise de la grève qui est préjudiciable aux intérêts du pays », n'ayant même pas le courage d'affirmer du capitalisme.

Que voulez-vous, pour F.O., la condition ouvrière est excellente en France. Les bonzes F.O. adorent s'essuyer les pieds sur les tapis des anticambres ministérielles. Ils aiment se pavanez près de la personnalité rutilante mais pourrie d'un ministre quelconque.

### A TRAVERS LA PRESSE OUVRIÈRE

Dans *Force Ouvrière* André Lafond se révolte. Analytant la situation économique et financière catastrophique il écrit :

Qui a créé le désordre ? Les gouvernements, militaires et capitalistes, qui gaspillent les deniers publics en Indochine et outre-mer, ou les travailleurs qui paient les impôts ?

C'est assez ! Sous prétête de danger communiste qui n'est que la conséquence de l'égoïsme des possédants et de la duplicité des gouvernements, nous devrions accepter de nous faire et de subir ?

*Force Ouvrière* n'aurait donc fait que « gribou et se taire ! » L'avenir est de fable. Mais Lafond nous semble bien inquiet envers la « grande Centrale libre », car elle n'a pas toujours montré la même passivité dans les conflits sociaux. Et les grèves que ces syndicalistes ont brisées ne se comptent plus. Lafond en tirait même une certaine fierté, entre autres lors d'un mouvement revendicatif dans les transports publics. Notre camarade Picard avait alors très justement flétrî son attitude et la trahison des dirigeants F.O. (1). Aujourd'hui Lafond s'apercourt que la « jaunisse » ne paie pas même lorsque elle est dictée par l'anticommunisme.

Mêmes préoccupations chez les « Indépendants », qui inquiète la perspective

### Remous chez les « jaunes »

qu'en dit Bothereau dans le journal que nous avons cité :

Il est indispensable — et certainement ce sera aussi — que le C.C.N. affirme la pensée confédérale sur le problème de l'arbitrage obligatoire, très controversé et, disons-le, très controversé et qu'aucun de nos Congrès nationaux ne s'est encore donné le temps d'examiner.

Une mesure qui enlèverait toute raison d'être au mouvement ouvrier, est simplement « controversé ». Une organisation syndicale digne de ce nom la repousserait en bloc. Mais lorsqu'on a perdu toute influence parmi les travailleurs, on n'a plus qu'à abandonner le sort entre les mains de l'Etat. C'est ce que l'on doit penser à F.O. et chez les « Indépendants ».

A. FLAMAND.

(1) Voir « Lib » n° 223 du 7-4-50.

### REDACTION-ADMINISTRATION LUSTRE René - 145, Quai de Valmy PARIS (10<sup>e</sup>) O.C.P. 8032-34

FRANCE-COLONIES  
1 AN : 1.000 Fr. — 6 MOIS : 600 Fr.  
AUTRES PAYS  
1 AN : 1.250 Fr. — 6 MOIS : 625 Fr.

Pour changement d'adresse, somme :  
30 francs et la dernière bande

# LE LIBERTAIRE

ORGANE DE LA FEDERATION ANARCHISTE

L'usine aux ouvriers :: La terre aux paysans

## HAUSSE DES TARIFS FERROVIAIRES

# Solution facile des dilapideurs

**Q**UI prendrait M. René Mayer pour un imbécile ? Peut-être que de suite, si vous émettiez cette idée à l'homme de la rue, il vous rebrousserait vertement. Que ne ferait-il étalement du passé du chef du gouvernement. Même, si politiquement, il était en désaccord, il vous fournirait des renseignements et vous démontrera par A + B la solution qui vaut à considérer M. R. Mayer comme instruit.

On le dit financer très averti, issu des Hautes Ecoles du droit, des Sciences Politiques, c'est beaucoup et c'est peu. A l'instar, de ces prédecesseurs, il n'innove pas. Les caisses de l'Etat sont à sec. Ce

n'est pas d'aujourd'hui, de tout temps et périodiquement la presse nous en fait partie.

Quelles sont les idées générales de R. Mayer pour, si l'on peut dire, redresser la situation. Il en a très peu, c'est-à-dire une seule, la Haute, avec un grand H.

Hausse envisagée sur les produits monopolisés et, en particulier, sur la S.N.C.F. pour cette dernière.

Chacun pourra constater la simplicité du projet, mais, comme d'autre, il fallait y penser.

La S.N.C.F. est en déficit d'une somme de milliards chaque année.

Afin de combler celui-ci, on va augmenter les tarifs voyageurs et marchandises.

Chacun pourra constater la simplicité du projet, mais, comme d'autre, il fallait y penser.

Ce n'est pas d'aujourd'hui que l'on recourt à cette solution. En

vous donnant très brièvement la montée des tarifs ferroviaires (km en 3<sup>e</sup> classe) depuis 1938, vous constaterez que cela n'a pas apporté de solution efficace et que la S.N.C.F. est toujours en faillite.

Une société qui aurait un décret de 30 milliards serait déclarée en banqueroute, mais ici, c'est l'Etat omnipotent, qui a un recours, la pompe à phynances, le contribuable.

Voici le barème des hausses S.N.C.F. depuis 1938.

Le prix s'entend au km 3<sup>e</sup> classe.

1938 = 0 fr. 32 1948 = 3 fr.

1945 = 0 fr. 90 1950 = 4 fr.

1946 = 1 fr. 50 1952 = 5 fr.

1947 = 1 fr. 80 1953 = 6 fr.

Pour faire passer la pile, plus-tôt amère, en cette période de remous sociaux, M. Mayer promet monts et merveilles, les Congrès payés ne subiront pas la hausse des tarifs. Nous ne croyons nullement aux promesses d'un fibusier, pas plus d'ailleurs que l'ensemble de la classe ouvrière qui est de plus en plus déstabilisée des sommiers gouvernementaux.

Il suffit d'abord d'interroger quelques cheminots et ils nous renseigneront bien mieux que d'aller trouver les hauts protégés de l'Etat qui stègent à la S.N.C.F.

Il y a un scandale permanent à la S.N.C.F. dont sont victimes les vrais travailleurs du Rail, c'est-à-dire ceux en bas de l'échelle hiérarchique. Une multitude de chefs se pavent dans les services exploitants, traction, voies et bâtiments. On peut facilement en supprimer les 3/4. Alors, si nous allons dans les bureaux, là c'est le bouquet, la volière est archipelaque. Sous-chefs, chefs de ceci, de cela, ça puille. Et puis combien de travail inutile est demandé au personnel de la base, c'est à ne pas croire, toute la paperasserie. Il est bon de savoir que la S.N.C.F. a recours à une quantité incroyable de sociétés privées pour des services que nul ne pourrait s'imaginer tant cela paraît invraisemblable.

Le moindre déménagement est l'œuvre d'une société privée. En est de même du balayage des grandes gares, du lavage des wagons, des réfections de peinture,

des travaux de voieries (pose des voies), du transport des bagages, de la manutention dans les gares importantes de marchandises, etc.

Toutes ces sociétés perçoivent environ 200 à 300 % sur la valeur du travail fourni. Il ne faut pas croire pour cela que le personnel de ces sociétés est largement rétribué, bien au contraire, l'ensemble à un salaire de famine.

Faire des économies, combler le déficit de la S.N.C.F. cela est facile, sans diminuer le personnel de la base, mais empêcher la prolifération des services inutiles. D'

minution des 3/4 du personnel commercial n'est-il pas le centre où se dilapide les recettes de la S.N.C.F. dont le déficit n'est pas perdu pour tous ?

M. Mayer nous ne compsons pas sur vous pour réaliser cette saine besogne. Elle ne peut être l'œuvre que des cheminots révolutionnaires, seuls capables de faire des chemins de fer un véritable service public pour le travail, pour la joie de tous.

R. JOULIN.

## Une action qui est le résultat de l'unité à la base

En Seine-et-Oise, la C.G.T., la Fédération Générale des Autonomes Fonctionnaires, la Fédération de l'Education Nationale (S.N.I.) ont décidé de lancer une campagne en faveur de la suppression des zones de salaires. Des tractes, des affiches, des manifestations, des grèves, doivent soutenir et rendre populaire cette action dans notre département.

Cette campagne, pour aboutir, doit rapidement la suppression des zones de salaires, c'est simple justice. Voici le texte d'un tract-pétition largement diffusé en Seine-et-Oise.

### POUR LA

# SUPPRESSION des ZONES de SALAIRES !

## Victimes des zones ! UNISSEZ-VOUS Contre ces zones !

Les 692 communes de Seine-et-Oise étant classées arbitrairement en quatre zones de salaires, le pouvoir d'achat du M. DUPONT-DURAND, Français moyen, quatre enfants, dépend essentiellement de son lieu de résidence et de travail !

1<sup>o</sup> S'il réside et travaille dans l'une des 191 communes de Seine-et-Oise classées en première zone, telles que VERSAILLES, MANTES, ARPAJON ou CHAPET (328 hab.) son salaire ou son indemnité de résidence de fonctionnaire, ses allocations familiales et de salaire unique ne subissent aucun abattement. Il perçoit en outre une prime de transport de 800 francs par mois;

TANT MIEUX !

2<sup>o</sup> S'il réside et travaille dans l'une des 197 communes de Seine-et-Oise classées en deuxième zone, telles que RAMBOUILLET, ETAMPES, LUZARCHES ou FLEURY-MEROGIS (200 hab.), l'abattement étant de 3,75 % et 5 % (allocations familiales),

Il perd chaque mois, sur son salaire ou sur l'indemnité de résidence environ ..... 1.200 fr.

Il perd chaque mois, sur les allocations familiales et le salaire unique ..... 1.125 fr.

Il perd aussi la prime de transport ..... 800 fr.

Son pouvoir d'achat mensuel est donc réduit de ..... 3.125 fr.

L'injustice est FLAGRANTE !

3<sup>o</sup> S'il réside et travaille dans l'une des 25 communes de Seine-et-Oise classées en troisième zone, telles que MONTFORT-L'AMAURY, MARINES ou DOURDAN (3.600 hab.), l'abattement étant de 7,5 % et 10 % (allocations familiales),

Son pouvoir d'achat se trouve réduit de ..... 5.840 fr.

L'injustice est ODIEUSE !

4<sup>o</sup> S'il réside et travaille dans l'une des 279 communes de Seine-et-Oise classées en quatrième et dernière zone (la onzième en zone), telles que LA FERTE-ALAIAS ou MILLY-LA-FORET (2.600 hab.), l'abattement étant de 13,5 % et 20 % (allocations familiales),

Son pouvoir d'achat se trouve réduit de plus de ..... 10.000 fr.

L'injustice est INTOLÉRABLE !

Le coût de la vie est uniforme dans toutes les communes de Seine-et-Oise qui se touchent et même s'interpénètrent ! Les salaires, indemnités, allocations, doivent être égalisés.

Les habitants de Seine-et-Oise, répondant à l'appel de leurs différents syndicats, EXIGENT la disparition du système des zones, véritable monstruosité sociale qui brime particulièrement les familles nombreuses.

Les 18 milliards d'excédent des allocations familiales permettent la suppression des zones !

### POUR SUPPRIMER LES ABATTEMENTS DE ZONES

Il faut modifier la loi du 11 février 1950 sur les conventions collectives !

Travailleurs, fonctionnaires, ouvriers agricoles, vieux travailleurs...

### UNISONS-NOUS, AGISSEONS !

Organisons un vaste mouvement de protestation dans tout le département !

Formons nos comités pour la suppression des zones, rassemblant toute la population !

Signez, faites signer les pétitions !

Allez en délegation auprès des élus municipaux, des parlementaires. Faites leur entendre votre volonté d'en finir avec le système des abattements de zones.

CEST UNE MESURE URGENTE, SENSEE, LOGIQUE ET EQUITABLE

L'Union des Syndicats C.G.T. de S.-et-O.

La Fédération générale des Autonomes fonctionnaires de S.-et-O.

La Fédération de l'Education Nationale de S.-et-O.

# SNCASO On sort des prototypes qui n'en sont pas

A S.N.C.A.S.O. (Société Nationale de Constructions Aéronautiques du Sud-Ouest) vient de sortir deux prototypes, appelés respectivement « Le Trident » et « Le Vautour ; le premier avion de chasse ; le second, avion de bombardement. Tout un programme pour de futures et siennes réjouissances.

Ces deux prototypes (?) coûtent